

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 20 FÉVRIER 2023**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 23/73</b>  <b>CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ASSOCIATION MIRACETI ET LA METROPOLE TPM CONCERNANT L'ETUDE DE SUIVI DES CETACES SUR LES SITES NATURA 2000 "CAP SICIE - SIX-FOURS", "EMBIEZ CAP SICIE" ET "LAGUNE DU BRUSC" - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 23/73**

### **BUREAU DU 20 FÉVRIER 2023**

**O B J E T : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE  
L'ASSOCIATION MIRACETI ET LA METROPOLE TPM  
CONCERNANT L'ETUDE DE SUIVI DES CETACES SUR  
LES SITES NATURA 2000 "CAP SICIE - SIX-  
FOURS", "EMBIEZ CAP SICIE" ET "LAGUNE DU  
BRUSC" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la convention attributive de subvention n°C2022-SBEP-070 de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement au bénéfice de l'association MIRACETI pour réaliser le Suivi des cétacés sur les sites Natura 2000 : « Cap Sicié - Six-Fours », « Embiez Cap Sicié » et « Lagune du Brusca »,

**VU** l'avis favorable de la Commission Protection de l'Environnement, Développement Durable, Transition Ecologique et Energétique du 16 Mai 2022,

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM est la structure animatrice des sites Natura 2000 « Cap Sicié - Six-Fours » et « Embiez - Cap Sicié »,

**CONSIDERANT** que l'acquisition des connaissances des espèces d'intérêt communautaire fréquentant ces sites sont des actions retenues dans les Documents d'Objectifs de ces sites,

**CONSIDERANT** que les agents en charge de l'animation de ces sites ont pour vocation de participer à cette étude,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est bénéficiaire de façon indirecte du financement de cette étude financée par la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement pour un montant de 70 158 euros,

**CONSIDERANT** que des prospections en mer sont nécessaires pour étudier ces espèces,

**CONSIDERANT** que cette étude doit permettre de faire un état initial des populations de cétacés fréquentant les sites Natura 2000 « Cap Sicié - Six-Fours », « Embiez Cap Sicié » et « Lagune du Brusç » et de réaliser un programme de suivi à long terme,

**CONSIDERANT** que cette étude permettra de former les agents de la Métropole pour réaliser les suivis à long terme en autonomie,

**CONSIDERANT** que 2 prospections par mois seront nécessaires pendant 2 ans pour réaliser l'état initial des populations présentes sur ces sites, soit 48 sorties en mer,

**CONSIDERANT** que des moyens en mer sont nécessaires pour réaliser cette étude et qu'ils seront pris en charge pour moitié par l'association MIRACETI soit 24 sorties dans le cadre du financement de la DREAL, et pour moitié par la Métropole TPM, soit 24 sorties pour un montant estimé de 25 000 euros sur 2 ans,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'APPROUVER** l'exposé qui précède.

## ARTICLE 2

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de partenariat.

## ARTICLE 3

**DE DIRE** que l'opération est inscrite au Budget Principal 2023 (et suivant), opération 23533, article 61358.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 20 février 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



## CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

**L'association MIRACETI, sise Place des Traceurs de Pierre, La Couronne, 13 500 Martigues,**

**représentée par Madame Hélène LABACH, Directrice de MIRACETI,**

d'une part et

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » sis au 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30 536 - 83041 Toulon Cedex 09,**

**représentée par Monsieur Hubert FALCO, Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM), en sa qualité de responsable signataire,**

d'autre part,

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Préambule**

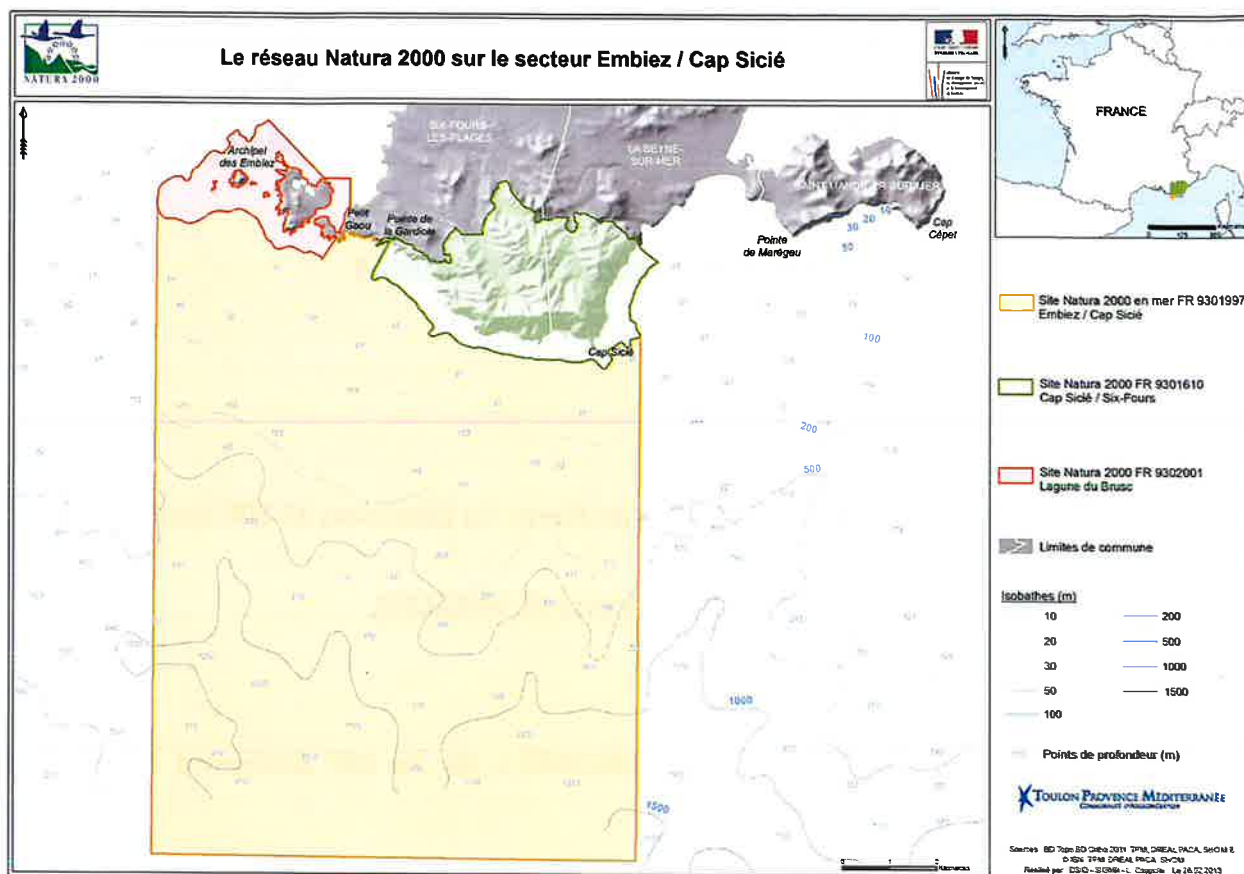
L'association MIRACETI est une association d'intérêt général agréée de protection de l'environnement, qui a pour objet d'améliorer la connaissance et de contribuer à la préservation des cétacés et de l'écosystème marin par une approche pluridisciplinaire et intégrée.

La Métropole TPM est la structure animatrice du site terrestre et marin « Cap Sicié – Six-Fours » depuis 2008 et le début de la rédaction de son Document d'Objectifs (DOCOB), et du site marin « Embiez – Cap Sicié » depuis 2012.

Les DOCOB de ces sites prévoient des actions visant à améliorer les connaissances concernant la fréquentation de ces sites par les espèces d'intérêt communautaires que sont le Grand Dauphin et la Tortue caouanne.

Pour répondre à ces besoins, dans le cadre de financements de la DREAL, les sites du secteur du Cap Sicié (Lagune du Brus, Embiez – Cap Sicié et Cap Sicié – Six-Fours) ont été retenus pour bénéficier d'un appui scientifique de la part de l'association MIRACETI afin de réaliser un état initial des populations de cétacés fréquentant ces sites.

A ce titre une subvention de 70 158 € a été attribuée à l'association MIRACETI afin de réaliser l'étude dont les structures animatrices que sont l'Office Français de la Biodiversité et la Métropole Toulon Provence Méditerranée sont indirectement les bénéficiaires.



## **Article 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et les modalités du partenariat qu'elle établit entre les deux structures, relatif à la réalisation de prospections en mer pour étudier les populations de cétacés ainsi que l'élaboration du programme de suivi à long terme.

## **Article 2 : Définition des opérations de prospections**

Les opérations de prospections ont pour objectif de parcourir l'ensemble des 3 sites Natura 2000 du secteur du Cap Sicié en bateau en respectant un protocole scientifique précis. Celui-ci a été élaboré pour l'ensemble des aires marines protégées de Méditerranée et permet à l'échelle nationale d'exploiter les données concernant les espèces de cétacés rencontrées lors des prospections.

### **Fréquence des sorties**

Pour établir l'état initial de connaissance des populations de cétacés, 2 sorties par mois pendant 2 ans devront être réalisées.

Dans le cadre du financement de l'étude par la DREAL il a été convenu que l'association MIRACETI prendrait à sa charge les moyens à la mer pour la moitié de ces sorties en mer, soit 24 sorties sur les 2 ans d'étude.

La Métropole TPM prendra à sa charge les moyens à la mer pour les 24 autres sorties au maximum pour un budget estimé à 25 000 euros pour les 2 ans de l'étude. Ce montant pourrait être revu à la baisse selon la participation possible d'autres partenaires.

### Constitution des équipages

Les prospections seront menées sous la responsabilité d'un responsable de mission de l'association MIRACETI.

Pour respecter le protocole scientifique un minimum de 3 personnes en plus du pilote devront être embarquées pour l'observation et la détection des espèces.

Les équipages seront complétés par des employés ou bénévoles de l'association et par au minimum 1 agent des structures animatrices des sites du secteur (Métropole Toulon Provence Méditerranée et Office Français de la Biodiversité).

### Article 3 : Engagements des parties

#### ❖ **Engagements de la Métropole TPM :**

La Métropole TPM s'engage à :

- Prendre à sa charge la location d'un bateau avec pilote pour au maximum la moitié des sorties en mer (soit 24 journées) pour un budget estimé de 25 000 euros pour 2 ans à notification de la convention,
- Mettre à disposition au minimum un agent de la Métropole TPM par sortie,
- Contribuer à l'élaboration du programme de suivi à long terme,
- A souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices,
- Faire état de qualité du partenaire et de son financeur par leur désignation dans les supports communiquant sur cette étude, ainsi que par la mention de leur logo.

#### ❖ **Engagements de l'association MIRACETI :**

En contrepartie de la participation de la Métropole TPM, l'association MIRACETI s'engage à :

- Prendre à sa charge la location d'un bateau pour la moitié des sorties en mer (soit 24 journées),
- Mettre à disposition au minimum 1 responsable de mission et/ou un pilote ayant le permis côtier, ainsi que les employés ou bénévoles nécessaires pour compléter l'équipage et respecter le protocole scientifique,
- Former le personnel de la Métropole TPM au protocole de suivi des cétacés,
- Fournir un programme de suivi à long terme adapté aux sites,
- A souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité, il devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices,
- Faire état de qualité du partenaire par sa désignation dans les supports communiquant sur l'étude, ainsi que par la mention de son logo.

#### **Article 4 : Assurances**

L'association MIRACETI et la Métropole TPM devront disposer d'une couverture assurance garantissant les risques en responsabilité civile pour ce qui concerne tous les bénévoles et agents qui seront embarqués, ainsi que les dommages causés au matériel et équipements.

Il appartient aux parties de prendre toutes les précautions nécessaires en matière d'hygiène et de sécurité de leurs personnels. En cas de manquements en matière d'hygiène et de sécurité par l'une ou l'autre des parties, chacun pourra se retirer de l'opération sans que des compensations puissent être demandées. Les sorties seraient dans ce cas reportées.

#### **Article 5 : Résiliation de la convention**

En cas d'inexécution des obligations de la présente par l'une ou l'autre des parties, celle-ci sera avertie par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 6 : Règlement des litiges**

Tout contentieux relatif à l'existence, la validité, l'interprétation, l'exécution et/ou la résiliation de la présente convention, ou l'une des quelconques clauses, que les parties ne pourraient pas résoudre à l'amiable, sera porté devant la juridiction compétente.

#### **Article 7 : Durée et résiliation**

La présente convention prend effet à date de la signature des présentes par les deux parties et s'achèvera après la réalisation de la campagne de prospection et l'élaboration du programme de suivi à long terme, soit 3 ans après. Une prolongation de 2 ans pourra être décidée d'un commun accord sur demande de l'une ou l'autre des parties.

La convention est établie en deux exemplaires originaux. Elle peut être révisée par avenant à tout moment à la demande de l'une des parties. Tout avenant est signé par les parties, après entente préalable.

Elle peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, sous réserve du respect d'un préavis de 60 jours.

Fait à Martigues, le

Pour l'association MIRACETI  
La Directrice, Madame Hélène LABACH

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Le Président, Hubert FALCO





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES-  
CÔTE D'AZUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

*Service Biodiversité, Eau et Paysages*

## **CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION n° C2022-SBEP-070**

**La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

- VU** la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances modifiée ;
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements modifié ;
- VU** le décret n°2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionale de l'environnement, de l'aménagement et logement ;
- VU** le décret n° 2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;
- VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** l'arrêté du 24 août 2020 portant délégation de signature à Madame Corinne Tourasse, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'arrêté du 9 mars 2022 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** la circulaire du Premier Ministre du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations » ;
- VU** la demande de subvention du bénéficiaire reçue le 25/03/2022 ;

## ENTRE :

L'État – Ministère de la Transition Écologique

Représenté par la Directrice régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (DREAL PACA)  
désigné sous le terme « administration », d'une part,

## ET

MIRACETI

Représenté par Olivier NICOLAS, président,

dont le siège social est situé : Place des traceurs de pierres – La Couronne- 13 500 MARTIGUES

N° SIRET : 521 476 267 00039

Désigné ci-après « bénéficiaire », d'autre part,

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT

### ARTICLE 1 : Objet de la subvention

La présente convention a pour objet d'attribuer une subvention de fonctionnement spécifique pour le financement de l'action «Suivi des cétacés sur les sites Natura 2000 "Cap Sicié - Six Fours", "Embiez - Cap Sicié" et "Lagune du Brusç", au titre de l'année 2022 dont l'objectif est de :

1. Fournir un état initial des populations de cétacés au sein des sites Natura 2000 ;
2. Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme de suivi long terme des cétacés dans le site en cohérence avec les programmes de suivis façade et nationaux notamment pour la mise en œuvre des directives DCSMM et DHFF.

Les actions qui seront mises en œuvre sont :

- 1) Fournir un état initial des populations de cétacés au sein des sites Natura 2000 pré-cités (durée 24 mois)

Par la mise en œuvre d'un protocole de collecte de données de photo-ID, de biopsies (si possible) et de comportement (acoustiques et visuelles) avec un objectif de 2 sorties par mois pendant 2 ans organisées par MIRACETI en partenariat avec la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée et l'OFB. Les données collectées permettront de renseigner les paramètres de fréquentation des cétacés au sein des sites Natura 2000 ciblés.

- 2) Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme de suivi long terme des cétacés dans les sites en cohérence avec les programmes de suivis façade et nationaux notamment pour la mise en œuvre des directives DCSMM et DHFF (durée 12 mois)
  - Élaboration d'un état des lieux des connaissances, de la population et des enjeux de conservation
  - Appui à la définition d'indicateurs « cétacés » et élaboration des fiches protocoles associées.
  - Évaluation des moyens et méthodologies de suivis nécessaires et disponibles
  - Élaboration d'un programme de collecte de données de suivi sur le long-terme
  - Formation des gestionnaires d'AMP et de leurs équipes (Métropole TPM et OFB) à la mise en œuvre en autonomie du suivi à long terme élaboré.

## **ARTICLE 2 : Montant de l'aide accordée**

Le montant de la subvention accordée au titre de l'article 1 est de : **70 158 €**, représentant 100% des dépenses éligibles estimées à 70 158 € conformément au budget prévisionnel présenté par MIRACETI.

## **ARTICLE 3 : Délai d'exécution**

La durée de la présente convention est fixée à 3 ans à compter de la date de notification. Toutefois, sur demande justifiée du bénéficiaire avant l'expiration du délai d'exécution, l'administration pourra prolonger ce délai pour une durée de 2 ans.

## **ARTICLE 4 : Modalités de versement**

L'administration verse la subvention sous la forme

- d'un premier paiement sans condition de réalisation, de 80 % (soit **56 126,4 €**) à la signature de la convention ;
- le versement du solde sera effectué sur demande du bénéficiaire après achèvement de l'action et évaluation de la conformité des résultats attendus mentionnés à l'article 6.2.

### **NB : Le solde de la subvention est calculé au prorata des dépenses réellement effectuées**

Le montant de la subvention fixé à l'article 2 constitue un plafond. Dans la limite de ce plafond, le versement de la subvention accordée peut être réduit au prorata des dépenses réalisées par rapport à celles prévues.

**Si le bilan fait apparaître une sous-exécution des dépenses, la DREAL PACA se réserve le droit de diminuer le montant du solde au prorata des dépenses réalisées.**

Le comptable assignataire chargé des versements est le DRFIP des Bouches-Du-Rhône.

L'État se libérera des sommes dues par virement administratif du comptable assignataire mentionné ci-dessus, au compte suivant :

Titulaire : MIRACETI – GIS 3 M  
Domiciliation : CREDIT COOPERATIF

Code établissement	Code guichet	Numéro de compte	Clé
42559	10000	08011947800	61

Cette subvention relève du Budget Opérationnel de Programme n° 0113 – Paysages, eau et biodiversité et s'impute ainsi : CC : EALE013013 – CF : 0113-PACA-E013 – DF : 0113-07-19 – CA : 011301MB0110.

## **ARTICLE 5 : Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire veille à ce que le plan de financement permette la réalisation effective de l'action dans les conditions prévues par la convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention par le bénéficiaire, celui-ci en avise l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à : DREAL PACA – SBEP – 16 Rue Antoine Zattara - CS 70248 - 13331 MARSEILLE CEDEX 3.

Toute modification importante fera l'objet d'un avenant. Les éléments modificatifs ne doivent pas remettre en cause l'objet et les actions décrites à l'article 1..

Le bénéficiaire s'engage à ne pas employer tout ou partie des subventions octroyées à des fins autres que celles prévues par la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à remettre tous les documents stipulés à l'article 6. Les documents papiers sont à envoyer à l'adresse postale mentionnée ci-dessus. Les documents électroniques sont transmis en format numérique (.pdf) individuellement par courriel sur la boîte de réception :  
[gestion.sbeep.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr](mailto:gestion.sbeep.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr)  
[anne.breton@developpement-durable.gouv.fr](mailto:anne.breton@developpement-durable.gouv.fr)

Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire aux sanctions prévues à l'article 8.

## **ARTICLE 6 : Suivi, évaluation et contrôle**

### **6.1 Suivi de l'action**

L'administration confie le suivi de l'action, au Service Biodiversité, Eau et Paysages (SBEP) de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement PACA (DREAL PACA) représentée par Anne BRETON, ou toute personne qui lui serait substituée.

### **6.2 Évaluation**

L'évaluation de la réalisation du projet porte sur la conformité des résultats attendus, à savoir :

- **un compte-rendu technique de réalisation de l'action définie à l'article 1** (rapport annuel d'activités de l'action) ;
- **une réunion de présentation des résultats en présence des partenaires concernés.**

### **6.3 Contrôle du bénéficiaire**

Le bénéficiaire est soumis aux obligations de compte-rendu et de facilitation des contrôles par l'administration.

**Le bénéficiaire devra fournir le CERFA 15059\*02 « compte-rendu financier » complété et signé ;**

Ces documents sont à retourner au SBEP, au plus tard dans les 6 mois qui suivent la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée. Ils doivent être accompagnés du dernier rapport annuel d'activités et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

## **ARTICLE 7 : Propriété**

Les produits, rapports et études réalisés dans le cadre de cette opération sont la propriété du bénéficiaire, qui s'engage à les communiquer à l'État qui pourra en disposer comme il l'entend en citant la source.

Les données naturalistes produites seront versées dans le portail régional des données naturalistes SILENE selon les modalités établies avec les administrateurs de données.

#### ARTICLE 8 : Clause de nullité et de reversement

Le non-respect par le bénéficiaire de l'une des obligations figurant aux articles 5 et 6 est une cause d'annulation de la convention. Celui-ci pourra être déclaré nul de plein droit par l'administration à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

L'administration peut également exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées dans les cas suivants :

- le non-respect des clauses de la convention et notamment l'absence de mise en œuvre totale ou partielle de l'action programmée ;
- le changement de l'objet de tout ou partie de la subvention et notamment la modification d'une ou plusieurs activités sans autorisation expresse de celle-ci ;
- l'utilisation des fonds versés pour une destination non conforme à la convention.

La restitution des sommes allouées sera exécutée par l'émission d'un ordre de reversement établi par le comptable assignataire.

#### ARTICLE 9 : Article d'exécution

La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur et le bénéficiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention

Fait à *Cano*, le *07 avril 2022*

Fait à Marseille, le

Le bénéficiaire,

Pour le Préfet et par délégation,

Catherine  
VILLARUBIAS  
c.villarubias

Signature numérique de  
Catherine VILLARUBIAS  
c.villarubias  
Date : 2022.04.29 12:07:35  
+02'00'

Nom - qualité

*NICOLAS Olivier, représentant légal*  
